Les organisations membres du CESE souhaitent que l'institution pèse dans la vie démocratique du pays



SÉANCES PUBLIQUES PUBLIÉE LE 19/07/2018

Résultats de la consultation des organisations membres du Conseil

Dans une enquête menée conjointement par le CESE et l'Ifop entre avril et juin 2018 auprès des adhérents des organisations représentées au sein du Conseil, ces derniers se prononcent en faveur d'un renforcement du rôle du CESE dans la vie démocratique de notre pays. Cette aspiration fait écho au souhait exprimé par les Français en février dernier dans un sondage mené également par le CESE sur « le regard des Français sur la société civile, ses organisations et le Conseil économique, social et environnemental ». Trois quarts d'entre eux considéraient que les pouvoirs publics n'écoutaient pas suffisamment la société civile.

Découvrez le sondage :

La société civile est insuffisamment considérée par les pouvoirs publics

63% des personnes ayant participé à la consultation sont engagées depuis plus de 10 ans au sein de leur organisation. L'un des moteurs principaux de leur engagement est que la société civile ait une influence sur les décisions des pouvoirs publics. Cette préoccupation rejoint celle des Français. Ainsi, 96% des adhérents estiment que les organisations de la société civile sont « *indispensables pour porter les préoccupations des citoyens* », opinion partagée par 80% du grand public.

Pourtant les relations entre pouvoirs publics et société civile sont jugées insuffisantes. Les deux consultations (grand public et organisations membres) menées mettent en exergue que le gouvernement et le Parlement n'écoutent pas suffisamment la société civile (77% grand public et 86% adhérents) et qu'ils devraient le faire davantage. 90% du grand public et 97% des adhérents estiment que les pouvoirs publics devraient être plus à l'écoute de la société civile.

Le CESE est l'institution la mieux placée pour défendre les intérêts de la société civile

Interrogés sur les principes fondateurs du CESE, les adhérents des organisations membres de l'institution expriment une adhésion sans équivoque. Ils sont ainsi 81% à déclarer que les organisations de la société civile sont plus efficaces lorsqu'elles portent ensemble leurs propositions auprès des pouvoirs publics. De même, la culture du compromis est plébiscitée : 86% des adhérents estiment qu'il vaut mieux être capable de faire des compromis pour faire avancer ses idées en démocratie, plutôt que de chercher à faire triompher ses opinions sans chercher le consensus.

Le CESE bénéficie d'une image positive parmi ses membres. 86% des répondants estiment que cette assemblée permet à des acteurs aux avis parfois divergents de se rencontrer et d'échanger, 81% qu'elle apporte des expertises nécessaires pour éclairer les débats publics, 64% qu'elle est utile à la définition des politiques publiques.

La réforme des institutions est perçue comme une opportunité pour renforcer le rôle du CESE et donc de la société civile

65% des adhérents à des organisations membres du CESE disent avoir entendu parler de la réforme à venir de l'institution. Un taux de notoriété élevé mais qui doit être relativisé par la part de personnes voyant précisément ce que contient cette réforme (22%). C'est d'ailleurs cette faible connaissance du contenu exact de la réforme qui peut expliquer le fait qu'une courte majorité (54%) considère que la réforme va dans le bon sens.

L'Ifop a réalisé deux études pour le CESE. Un premier sondage a permis d'appréhender l'opinion de l'ensemble des Français concernant leur perception de la société? civile, de ses organisations et de leurs rapports avec les pouvoirs publics. Après avoir sondé le grand public en février 2018, une consultation a été menée auprès des organisations représentées au Conseil, parmi lesquelles 1989 personnes ont répondu au questionnaire sur la base du volontariat.

© - copyright CESE - Novembre 2026